



HAL
open science

Compte-rendu de Anthony Keddie, Class and power in Roman Palestine: the socioeconomic setting of Judaism and Christian origins. Cambridge : Cambridge University Press, 2019

Michaël Girardin

► **To cite this version:**

Michaël Girardin. Compte-rendu de Anthony Keddie, Class and power in Roman Palestine: the socioeconomic setting of Judaism and Christian origins. Cambridge : Cambridge University Press, 2019. *KLIO*, 2021, 103 (2), pp.756-760. <10.1515/klio-2021-3010>. <hal-03831716>

HAL Id: hal-03831716

<https://hal.science/hal-03831716v1>

Submitted on 28 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Review of: Anthony Keddie, *Class and Power in Roman Palestine: The Socioeconomic Setting of Judaism and Christian Origins*, Cambridge: Cambridge University Press 2019. Pp. 374 £90,00

Michaël Girardin

Maître de conférences à l'Université du Littoral – Côte d'Opale (Boulogne-sur-Mer)

michael.girardin@univ-littoral.fr

Le contexte socioéconomique de la prédication de Jésus a valu la publication de tant de travaux qu'il semble difficile de pouvoir apporter des éléments réellement nouveaux. Le champ est aujourd'hui dominé par les analyses d'Oakman, Hanson et Horsley¹, parmi de nombreux autres chercheurs, qui voient dans l'époque romaine de la Judée un appauvrissement massif du peuple au bénéfice d'une minorité. Beaucoup y voient même une politique volontaire de la puissance romaine, afin d'exploiter au mieux les ressources de la région. Mais peu de ces travaux tiennent réellement compte des recherches récentes menées dans le champ des études « classiques ». Or, les connaissances des formes de domination romaine, que l'on pense au tribut pour le volet financier, ou que l'on pense à la « romanisation » pour le volet culturel, ont sensiblement évolué ces dernières années². Observant cette tension, Keddie s'est fixé un pari ambitieux : « to bridge the disciplinary divides between the 'biblical' and 'classical' fields » (p. xvii). Le pari a été tenu.

Même si des critiques de détail peuvent être soulevées, et même si l'on peut regretter ici ou là une absence bibliographique (c'est la loi du genre), cet ouvrage constitue un apport bienvenu à la question de la domination romaine en Judée. Il est à jour des débats historiographiques avec sa longue bibliographie (p. 261-331) et solidement appuyé sur une documentation papyrologique et archéologique souvent délaissée. Il soutient une idée forte, selon laquelle la présence romaine aurait vu une amélioration des conditions économiques de toute la population, mais une inégalité accrue de répartition du pouvoir. Il ne faudrait pas voir, dans les multiples oppositions entre « riches » et « pauvres » dans les sources, un antagonisme

¹ R. A. Horsley et J. S. Hanson, *Bandits, Prophets, and Messiahs: Popular Movements at the Time of Jesus*, Minneapolis, Winston Press, 1985 ; D. E. Oakman, *Jesus and the Economic Questions of His Day*, Lewiston - Queenston, The Edwin Mellen Press, 1986 ; R. A. Horsley, *Jesus and the Spiral of Violence: Popular Jewish Resistance in Roman Palestine*, San Francisco, Harper & Rows, 1987 ; K. C. Hanson et D. E. Oakman, *Palestine in the Time of Jesus: Social Structures and Social Conflicts*, Minneapolis, Fortress, 2008.

² Voir en dernier lieu J. France, *Tribut. Une histoire fiscale de la conquête romaine*, Paris, Les Belles Lettres, 2021. Pour la romanisation, on peut regretter l'absence de la discussion de P. Le Roux, « La romanisation en question », *Annales HSS* 59.2, 2004, p. 287-311, très influente dans l'historiographie francophone.

socioéconomique, mais un changement dans les « idéologies de classes » (*changing ideologies of class*, p. 253), des « subjectivités opposées de classes » (*opposing class subjectivities*, p. 247). Il soutient que « elites and non-elites were more easily distinguishable than ever by the early first century CE » (p. 253). Ce serait un changement institutionnel plutôt qu'économique.

Cette investigation sociohistorique, après avoir posé les termes du débat dans l'introduction (p. 1-15), est menée en cinq chapitres, dont les contours peuvent sembler parfois un petit peu flous en raison de l'interaction entre les sujets examinés : l'urbanisation et le développement des élites nouvelles (p. 16-70), les questions foncières (p. 71-110), l'impôt (p. 111-151), l'économie du sacré (p. 152-196) et la culture matérielle (p. 197-248).

Contre une idée qui a la vie dure, Keddie démontre que les cités ne sont pas des « parasites » installés délibérément par Rome afin d'appauvrir systématiquement la Judée. Il souligne au contraire le rôle majeur des initiatives locales dans la fondation de cités, la porosité de la distinction entre « cité » et « gros village », ou encore la longue durée dans laquelle il convient de replacer l'urbanisation de la région. Puis il en vient aux éléments les plus riches : l'urbanisation a fourni du travail aux « non-élites », les goûts nouveaux des élites urbaines ont stimulé la production des campagnes et accru la commercialisation des produits agricoles, et les pèlerinages développés par Hérode ont attiré des richesses de l'extérieur vers la Judée. L'urbanisation n'a donc pas développé de « prolétariat » rural. Au contraire, l'archéologie révèle une croissance économique des campagnes, possiblement inégalement partagée, qui pourrait avoir entraîné une stratification socioéconomique.

Le modèle actuel plaçant l'aliénation de la paysannerie au cœur des conflits sociaux est battu en brèche par les éléments que soulève Keddie concernant les questions foncières. Les Romains auraient vendu aux enchères les terres royales qui, depuis bien avant l'Exil à Babylone, semble-t-il, constituaient l'essentiel du territoire. Ce faisant, ils auraient permis aux « élites » de constituer de grands domaines, sans pour autant déposséder les petits paysans. L'auteur signale d'ailleurs que la distinction entre « propriétaire » et « locataire » n'est pas toujours pertinente : « it was not uncommon for landowner to lease some properties, or for tenants to own some land » (p. 100). Il montre que la relation entre bailleur et locataire est également contractuelle et régulée par l'État romain et ne peut être réduite à un rapport d'exploitation. Il signale les divers intérêts pour les propriétaires de remettre les dettes. Il se déclare sceptique concernant l'usage si précoce du *prosbul*, cette disposition attestée au plus tôt dans la Mishna, qui consiste à renoncer à l'abandon des dettes lorsque survient l'année sabbatique. Pour lui, ce ne serait pas la structure foncière qui expliquerait les tensions

sociales, mais peut-être, au contraire, la fin des travaux d'urbanisation deux ans avant la grande révolte, laissant au chômage des milliers d'ouvriers.

Même la fiscalité, souvent présentée comme abusive, oppressive, prédatrice, est réévaluée par Keddie. Le hasard a voulu que ses analyses recoupent souvent celles défendues par le présent recenseur, en empruntant des voies et des objectifs divergents³. Sans entrer ici dans les détails techniques, Keddie estime que la fiscalité n'a que peu changé avec la présence romaine, sauf à se trouver mieux régulée par les pouvoirs. Le véritable changement ne serait pas économique mais institutionnel : les élites, pour la première fois, seraient associées à la collecte et verraient ainsi leur pouvoir s'accroître. L'idée que cette association de l'élite à la collecte soit nouvelle est discutable car il existe des indices de leur rôle à l'époque séleucide comme à l'époque hérodienne, encore que le terme « élite » soit très vague, comme on le verra plus loin. Mais Keddie s'insère dans les orientations récentes de la recherche en se débarrassant d'idées fausses héritées des travaux fondateurs d'Heichelheim⁴. Non, le taux césarien de 12,5% (des revenus de la monarchie hérodienne) n'était pas le taux de prélèvement du *tributum soli* en Judée romaine ; non le *tributum capitis* ne s'élevait pas à un denier par tête et par an mais très certainement à bien plus que cela ; non l'impôt n'était pas particulièrement monétisé ; non les plaintes contre l'impôt ne signifient pas nécessairement que l'impôt était injuste ou excessif ; non les collecteurs de l'impôt n'étaient pas de riches entrepreneurs trahissant leur peuple pour le profit. Notons que Keddie estime Hérode exempt de tribut, point sur lequel le présent recenseur acquiesce à moitié, car il s'agit de définir ce que l'on entend par « tribut »⁵.

Tout le quatrième chapitre, dédié aux revenus de la caste sacerdotale, souligne le bénéfique que les élites retirent du temple. S'appuyant massivement sur l'approche quantitative de Lapin⁶ et confrontant les témoignages de Qumran avec les témoignages rabbiniques, Keddie parvient à construire une histoire dynamique des structures financières du temple de Jérusalem. Le changement majeur, représenté par le déclassement des lévites au profit des prêtres, serait à dater de l'époque hellénistique et non de l'époque romaine, ce qui est également défendu par d'autres⁷. Ainsi, écrit-il, « Temple and Torah were the sources of

³ M. Girardin, « À l'origine d'une dialectique nouvelle : l'offrande et le tribut dans la pensée de Judas le Galiléen », *Res Antiquae* 12, 2015, p. 67-76 ; M. Girardin, « Dans le quotidien du collecteur : l'impôt romain d'après l'archive de Murabba'ât », *Revue de Qumrân* 113, 2019, p. 11-49 ; M. Girardin, *La fiscalité dans le judaïsme ancien (VI^e s. av. J. C. – II^e s. apr. J. C.)*, Paris, Librairie Paul Geuthner, 2020.

⁴ F. M. Heichelheim, *Roman Syria*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1938.

⁵ M. Girardin, *La fiscalité dans le judaïsme ancien*, op. cit., p. 82-83.

⁶ H. Lapin, « Feeding the Jerusalem Temple. Cult, Hinterland, and Economy in First-Century Palestine », *Journal of Ancient Judaism* 8, 2017, p. 410-453.

⁷ M. Girardin, *La fiscalité dans le judaïsme ancien*, op. cit., p. 34.

authority that facilitated this unequal economic relation » (p. 188). De manière intéressante, là où beaucoup listent les impôts du temple puis rajoutent ceux de Rome pour conclure que le montant est élevé, Keddie commence par évoquer les impôts romains et voit ceux du temple comme un fardeau supplémentaire. Il évite ainsi de traiter la fiscalité romaine comme illégitime par son existence même. En accord avec les recherches les plus récentes, il attribue aux Hasmonéens l'invention de l'impôt du demi-sicle et montre que le statère tyrien n'était pas la monnaie obligatoire pour les prélèvements du temple⁸.

Enfin, dans son dernier chapitre, consacré à la culture matérielle de l'élite et de la « non-élite », se manifeste particulièrement une difficulté de définition. Keddie soutient qu'il existe deux cultures judéennes (il préfère ce terme à celui de « Juif », p. xv) parallèles, l'une liée à l'élite, révélant un esprit de classe plutôt que d'être le reflet de capacités économiques, l'autre radicalement opposée (quoiqu'influencée par la culture romaine), construite par opposition idéologique et non en raison des capacités financières. Il observe ces divergences dans la céramique, les lampes à huile, le vêtement, les bijoux et les pratiques funéraires. À titre d'exemple, il interprète l'autoreprésentation des esséniens de Qumrân comme « a class subjectivity as poor » (p. 222). Toutefois, si l'ensemble est globalement convaincant, la délimitation précise entre « élite » et « non-élite » paraît parfois quelque peu artificielle. Dans l'introduction, il la situe, non du point de vue de la richesse, ni du statut dominant/dominé, mais « according to proportion of power ». Or, dans ce dernier chapitre, il évoque des « sub-elites » (p. 220) capables financièrement de porter les bijoux des élites mais y renonçant pour des raisons idéologiques ; un peu plus loin il écrit « municipal elites clearly attempted to participate in the material culture of elites » (p. 248) et évoque en passant des élites de village (p. 248). Dans sa conclusion, Keddie affirme que la participation aux assemblées de village ou de cité n'est pas un marqueur puisque des « non-élites » y prennent part (p. 249-250), en même temps qu'il écrit que « municipal organizations such a civic *boulai* or *synedria* were a primary source of elite's political power » (p. 250) ou encore que toutes les « élites » ne sont pas membres des institutions municipales (p.250). Ce flou qui caractérise la distinction entre « élite » et « non-élite » vient bien sûr de la réalité sociologique, car comme le reconnaît Keddie, il existe des variations nombreuses et une profonde hétérogénéité de statut (p. 247). Mais en voulant proposer une lecture dichotomique de la société judéenne, il n'a pas proposé de définition véritablement claire, concrète, disons objective, entre les deux partis. L'idée globale, innovante et intéressante, s'en retrouve un peu embrouillée.

⁸ Voir aussi M. Girardin, « Monnaie du tribut, monnaie de l'offrande en Judée séleucide et romaine », *Revue des Études Anciennes* 121.1, 2019, p. 71-91.

Ces quelques notes de lecture ne prétendent pas épuiser le sujet, tant la matière est riche et stimulante. On espère que cet ouvrage saura s'imposer dans le débat, car il a les qualités pour devenir un incontournable des études d'histoire socioéconomique de la Judée romaine.